

Communiqué de l'ADELFA

Projet ARENA : Quand développement industriel et aménagement urbain ne font pas bon ménage

Les associations réunies au sein de l'ADELFA, au vu du dossier d'enquête publique, se sont prononcées contre le projet ARENA. Ce projet ne relève pas du développement durable, pour des raisons économiques, sociétales et environnementales. Elles s'étonnent qu'en dépit de critiques émises par des administrations consultées, la demande de permis de construire de la salle ARENA ait été soumise à enquête publique – qui se déroulera en majeure partie pendant une période de congés. L'Autorité environnementale, en particulier, a jugé l'étude d'impact sur l'environnement insuffisante pour l'être.

Cet équipement pouvant accueillir plus de 10 000 personnes se trouvera situé dans une zone industrielle où l'on trouve Distriplast, filiale de Polychim qui traite des matières plastiques, l'huilerie Lesieur et l'usine chimique Minakem attenante à l'usine Astra-Zeneca. L'étude d'impact ne mentionne aucune de ces installations classées en raison de risques technologiques. Pire, on y dit qu'il n'y a aucun site Seveso à moins de 3 km. Or, Minakem (site Seveso seuil haut) est situé à 700 mètres du projet.

Cet établissement sera coincé entre le canal de Bourbourg, l'autoroute A16 et la voie ferrée Calais-Dunkerque – des infrastructures où les transports de matières dangereuses devraient encore s'intensifier. Sa situation augmentera les problèmes de circulation routière, déjà trop fréquents sur l'A16 E40, sans parler des difficultés d'accès des secours et d'évacuation en cas d'accident lié aux risques technologiques.

Enfin, le mode de transport privilégié pour se rendre dans cette future grande salle est et restera la voiture. L'ampleur des surfaces réservées aux parkings le prouve. Il y a là un non-sens écologique pour ce qui est de la réduction des émissions des gaz à effets de serre ou de poussières fines. L'Autorité environnementale a, en outre, émis des réserves sur l'imperméabilisation trop forte de ce secteur dans le but de créer des parkings.

A bien des égards, ce projet est un non-sens en termes de développement durable. Assistons-nous à un passage en force de ce projet alors même que rien n'est dit sur sa viabilité économique ?